L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS

VENDREDI MATIN, 28 FEVRIER

Compagnie d'Assurance des FACTEURS ET DES COMMERÇANTS

39.....Rue Carondelet.....39 Nouvelle-Orléans.

Tous les dividendes de cette Compagnie sont payables en comptant.

Montant des primes reçues la première année (8 mois) de ses affaires, expirée le 30 avril 1867—$413,696 49.

—ACTIF—

Le 30 avril 1867..........$546,815 91.

Cette compagnie continue d'émettre des polices contre les pertes et les avaries occasionnées par les incendies et contre les dangers du fleuve et des mers, aux taux courants de primes.

MICHEL MUSSON, Président.
HARMON DOANE, Vice-Président.
Ed. A. PALFREY, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Ball,
J. W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno L. Noble,	Alfred E. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred E. Huntington,	Sam'l E. Moore,
Hugh McColl,	Wm H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos M. Scott,
I. Caulfield,	Joseph Bloch,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
L. H. Terry,	E. T. Buckner,
Jno D. Blair,	H. B. Ware,

Sam'l Friedlander.

Wm. B. MORRIS & Co.

AGENCE D'ASSURANCE.

37.....Carondelet.....37

AETNA, DE HARTFORD.

Actif..........$[illegible]

HOME, DE NEW-HAVEN.

Actif..........$[illegible]

Représentant un capital d'ensemble de [illegible] DE MILLIONS.

Risques d'incendie, de rivières et de mer écrits.

COMPAGNIE d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1867..........$[illegible]

[illegible — statement of premiums, losses, and assets]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, Président.

H. CASTAREDE, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 17 décembre 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

[illegible — notice of dividend by the Board of Directors]

—DIRECTEURS—

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verloin DeGruy,	J. Lemore,
John Genois,	L. Grand,
Jos. A. White,	T. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Meza,
J. A. Stouse,	F. Mathes,

A. Bidault.

Bureaux, No 3, rue Carondelet.

Compagnie d'Assurance Nationale

Contre les Risques Maritimes et les Risques d'Incendie.

Bureau : AU COIN DES RUES CAMP ET COMMUNE—(Batisse Story)

WM. WHANN..........Président.
LOUIS SCHNEIDER..........Vice-Président.
E. N. GANUCHEAU..........Secrétaire.

—Directeurs—

S. G. SEAMY,	LOUIS SCHNEIDER,
A. S. MANSFIELD,	WM. WHANN,
D. C. McCAN,	E. L. LAFAYE,
W. W. HOWE,	A. H. MILLAUDON,
GEO. W. COCHRAN,	GEO. W. FORCE,

J. P. H. GRACE.

La Compagnie continue à assurer contre les dangers de la mer, des rivières et de l'incendie, aux taux du tarif du Bureau des Assureurs de cette ville.

DIX-HUITIEME ETAT ANNUEL

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Croissant.

23 MAI 1867.

Les Directeurs, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1867 :

[illegible — statement of premiums, losses and assets]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.

HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

PAROISSE D'ORLEANS, Ville de la Nlle-Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 22 avril 1867.

G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie payera un intérêt de SIX pour cent, comptant, sur les certificats non encore payés, [illegible]

THOMAS A. ADAMS, Président.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.

—Directeurs—

John Watt,	A. G. Ober,
C. T. Buddecke,	J. Norman Jackson,
Samuel B. Newman,	A. Thomson,
F. H. Foley,	John Phelps,
William Edwards,	P. Simms,

L. P. Spyker.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant :

[illegible — statement of premiums, losses and assets]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. Roux, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 13e jour de mars 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

[illegible — notice of dividend]

CHAS. BRIGGS, Président.
ANT. CARRIERE, Vice-Président.
J. P. Roux, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Charles Briggs, A. E. Montgomery, Ant. Carriere, Chas. Weidner, [illegible]

La Goélette "Hermit" à l'Encan.

Succession de Stephen Miller.

PAR CHARLES E. FORTIER, encanteur.

Bureau, rue Bienville, No. 33.

LUNDI, [illegible] à 12 heures [illegible] à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, [illegible]

[illegible]

Conditions—Comptant, sur les lieux, en billets du Trésor des Etats-Unis.

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1867, y compris les polices non expirées de l'année précédente :

[illegible — statement of premiums, losses, assets]

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

PAUL FOURCHY, Secrétaire.
JOHN PEMBERTON, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 6 juin 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

A une Assemblée des Directeurs tenue le 6 juin 1867, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip, de Vingt pour Cent sur les primes nettes de l'année [illegible] TRENTE POUR CENT SUR LE CAPITAL DU SCRIP DE 1859 [illegible]

—Directeurs—

John Pemberton, J. Mengin Hall, David McCord, [illegible]

SEIZIEME ETAT ANNUEL.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Home, de la Nlle-Orléans.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 31 décembre 1867 :

Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1867, y compris les risques non expirés de 1866		$321,890 00
Primes sur les risques de mer	$ 42,082 34	
Primes sur les risques de rivière	107,330 23	
Primes sur les risques d'incendie	172,337 43	
		$321,890 00
En moins primes remboursées	1,589 90	
En moins ; primes sur risques non expirés en 1867	39,851 80	
		41,450 90
Montant net des primes de l'année expirée le 31 décembre 1867		$280,139
Pertes payées dans la même période :		
Sur les risques de mer	25,980 74	
Sur les risques de rivières	109,826 94	
Sur les risques d'incendie	30,297 46	
	166,065 14	
Réassurances	12,947 33	
Dépenses, taxes, intérêt de scrips, etc., moins escompte et intérêt	38,708 31	
		$217,720 78
Restant		62,398 32
Vingt-cinq pour cent et quinze pour cent remboursés au lieu de scrip		57,391 22
Réservé pour pertes non payées		5,007 10

L'actif de la Compagnie est comme suit :

347 bons de la ville de la Nlle-Orléans, de $1,000 chaque		347,000 00
36 bons de l'Etat de la Louisiane, de $1,000 chaque		35,000 00
36 bons de l'Etat de la Louisiane, de $500 chaque		18,000 00
64 bons de la Cie. de l'Hôtel St-Charles, de $1,000 chaque		64,000 00
80 bons 5-20 des E. U., de $500		40,000 00
5 actions de la Cie. du Dry Dock Vallette, de $1,000		5,000 00
690 actions de la Banque de la Nlle-Orléans, de $50 chacune, évaluées à $30	34,000 00	
650 actions de la Banque de l'Union de la Nlle-Orléans, de $75 chacune, évaluées à $50	32,800 00	
345 actions de la Banque du Canal, de $50 chacune, évaluées à $60	42,250 00	
500 actions de la Banque Mechanics' and Traders', de $50, évaluées à $50 chaque	25,000 00	
125 actions de la Banque Crescent City, de $50 chacune, évaluées à $15 chacune	1,875 00	
100 actions de la Banque des Marchands, de $50 chacune évaluées à $15 chacune	1,500 00	
		$127,125 00
En caisse		51,693 50
Propriété foncière no 79 de la rue du Camp		60,000 00
Prêts garantis		62,415 00
Billets à recevoir	12,745 30	
En moins : mauvais et douteux	6,544 14	
		6,201 16
Comptes non encore payés et en voie de perception	70,056 62	
En moins : mauvais et douteux	10,211 65	
		59,844 97
Scrips d'autres Compagnies d'assurance		2,444 00
Total de l'actif		$872,724 62

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

ALFRED MOULTON, président.
A. W. HUNTER, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 14 janvier 1868.

PARIS CHILDRESS, Deuxième juge de paix.

Les Directeurs ont résolu de payer six pour cent comptant sur tous les certificats de scrip non encore payés aux porteurs légaux desdits certificats, à partir du deuxième MARDI de février prochain et il est de plus :

Résolu qu'en vue de la dépréciation de l'actif de la Compagnie, les émissions de scrips de 1858, 1859, 1860 et 1861, sont par les présentes appelées (conformément à la Charte) pour les réductions des vingt-cinq pour cent sur chaque émission ; que lesdits scrips seront livrés pour la réduction sur le paiement de l'intérêt annuel, ainsi qu'il est déclaré par une résolution de cette direction adoptée aujourd'hui.

ALFRED MOULTON, président,
Wm M. PERKINS, vice-président,
A. W. HUNTER, secrétaire.

—DIRECTEURS—

E. K. CONVERSE,	B. F. EZELL,
ROBERT HARE,	JOS. H. ISENHOUR,
JOS. HOY,	J. H. LUDWIGSEN,
ALFRED MOULTON,	A. H. MAY,
J. M. ALLEN,	JNO. T. MOORE,
JNO. C. ROGERS,	W. M. PERKINS.

CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce 31e jour de décembre mil huit cent soixante-sept, [illegible]

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

ARTICLE II.

Le siége des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir un ville des chemins de fer [illegible]

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes fixé à trois cent mille (300,000) piastres [illegible]

ARTICLE V.

La dite corporation, comme, par les présentes, [illegible] de F. Mouney et Co. [illegible] W. Hynson, D. B. Macarty, L. E. Lemarié et B. Saloy, [illegible]

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer ses opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qui se composera d'un char dans un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés ; le capital pourra être porté à une somme quelconque [illegible]

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de ladite Corporation devront être confiés à une Direction composée de sept personnes qui devront posséder, en leur nom, au moins deux mille cinq cent ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants : George W. Hynson, D. B. Macarty, B. Saloy, L. E. Lemarié, F. Mouney, George Clark et Félix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs. [illegible]

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1869 et, tous les ans après cette époque, une élection de sept Directeurs, par les actionnaires, aura lieu, au bureau de la corporation [illegible]

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (en comptant un vote par chaque action sur laquelle le vote est donné) suffira à élire les Directeurs [illegible]

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum [illegible]

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou moins, devra nommer son remplaçant [illegible]

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents [illegible]

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement [illegible]

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé [illegible]

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs [illegible]

ARTICLE XIX.

Deux associés dont la consanguinité est au sens de la [illegible] ne pourront être élus en même temps Directeurs de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire [illegible]

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilége [illegible]

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires [illegible]

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à cet acte sont déclarés être ainsi qu'il suit :

Félix Labatut,	Jacob Morghauser,
Arthur Déjan,	Henry Larquié,
Alfred Rousseau,	B et A. Soulié,
Victor Fraise,	Henry Tate,
E. H. Schmidt,	Jos. Deban,
J. Seguste,	Pierre Abadie,
Chas E. Schmidt,	C. de Lassus,
Paul E. Théard,	Florville Foy,
F. Mouney,	Jos. Hernandez,
H. St Armant,	A. L. St-Cyr,
L. E. Lemarié,	Geo. W. Hynson,
B. Saloy,	D. B. Macarty,

George Clark, et autres.

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, [illegible]

L'original est signé :

Edward Ivy, Notaire public.

F. McC. Swain.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY, Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, [illegible]

A. DUCATEL Jr., Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.

Succession de George O'Callaghan—No 30,286.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—Attendu que Guillaume Berrill a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir les lettres de curateur à la succession vacante de feu George O'Callaghan, décédé intestat : Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, de faire opposition [illegible]

Par ordre de la Cour. P. R. O'RORKE, Greffier.

Jean Mazzano vs Andreas Schmidt.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 20,155.—En vertu d'un writ de fieri facias [illegible]

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

HENRY W. TAYLOR vs. J. R. LATHAM.

QUATRIEME COUR du District de la Nouvelle-Orléans—No 15,774.—En vertu d'un writ de fieri facias [illegible]

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

William Hanneman vs Williamson Smith et [illegible]

QUATRIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 21,225.—En vertu d'un writ de fieri facias [illegible]

Le steamer JULIA, jaugeant 74 58/100 tonneaux, [illegible]

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

La veuve O. LELIEVRE vs la dame ANNE W. [illegible]

SIXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans [illegible]

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

M. KAUFMAN & Co. contre J. F. PEARCE.

COUR de 2e Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.—En vertu d'un writ [illegible]

JOHN H. REES, Député-Constable.

Charte et Acte d'Incorporation, DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU PELICAN.

ETAT DE LA LOUISIANE, Ville de la Nlle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce vingt-neuvième jour du mois de novembre, de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-sept, pardevant moi, Edward Barnett, notaire public, [illegible]

ARTICLE PREMIER.

La dite Compagnie sera établie et domiciliée dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et sera connue et désignée sous le nom et titre de : Compagnie d'Assurance Mutuelle du Pélican de la Nouvelle-Orléans. [illegible]

ARTICLE DEUXIEME.

Les objets et fins de la Compagnie sont par les présentes déclarés être ainsi qu'il suit :

1o—Assurer les maisons, magasins et autres édifices, les mobiliers [illegible]

2o—Assurer les navires, bateaux à vapeur, frêts, effets, marchandises, espèces métalliques, lingots, [illegible]

ARTICLE TROISIEME.

Les noms et intérêts des parties au présent acte sont déclarés être ainsi qu'il suit :

Lafitte, Dufilho & Co, trois mille piastres,
E. Troisgros, trois mille piastres,
T. Bailly Blanchard, Jr, trois mille piastres,
E. L. Millaudon, trois mille piastres,
C. Cavaroc, trois mille piastres,
Saropshire & Hatkern, trois mille piastres,
Ben. Toledano, trois mille piastres,
Peterson, Hill & Elliot, trois mille piastres,
Thomas C. Payne, deux mille piastres,
Aaron Dreyfus, deux mille piastres,
E. Giquel, deux mille piastres,
Mann-l Payro, deux mille piastres,
Puig Brothers, deux mille piastres,
John Pemberton, deux mille piastres,
Fatjo, Marks & Co, deux mille piastres,
Avendano Bros, deux mille piastres,
W J. Taylor, deux mille piastres,
Lion & Israel, quinze cents piastres,
Durel & O'Connell, quinze cents piastres,
S N. Moody, quinze cents piastres,
Olympe Boisse, quinze cents piastres,
C. C. Sampson, quinze cents piastres,
A. Costa, quinze cents piastres,
Leisy & Lorber, quinze cents piastres,
J. A. Bonnafon, quinze cents piastres,
Kearney, Blois & Co, quinze cents piastres,
J. F. Pargoud, mille piastres,
Dupré, Greenberg & Co, mille piastres,
J. Puyoo, mille piastres,
R. S. Morse, mille piastres,
J. M. Lapeyre, mille piastres,
A. Rousset, mille piastres,
J. G. Lingham & Co., mille piastres,
Thos. Murray, mille piastres,
Hy. Peychaud, mille piastres,
J. G. Forbes & Co, mille piastres,
C. Cailler, mille piastres,
Samuel M. Todd, mille piastres,
Thomas & Foley, mille piastres,
E. Gautreaux, mille piastres,
Mayo, Hodge & Co, mille piastres,
Perkins, Swenson & Co, mille piastres,
Schmidt & Zeigler, mille piastres,
Lucien Mollo, mille piastres,
E F Golsen & Co, mille piastres,
E. Macquero, mille piastres,
Thos. S. Bedley, mille piastres,
F. J. Pavy & Co, mille piastres,
Edward Thompson, mille piastres,
James E. Zunts, mille piastres,
A. Chiapella, mille piastres,
P. L. Christian, mille piastres,
E. Eichelberger, cinq cents piastres,
Charles E. Fortier, cinq cents piastres,
V. Oehmichen, cinq cents piastres,
A. Miltenberger & Co, cinq cents piastres,
O. Valeton, cinq cents piastres,
Jacob Otz, cinq cents piastres,
E. F. Mioton, cinq cents piastres,
Charles Roman, cinq cents piastres,
John R. Conway, cinq cents piastres,
Oscar Robin, cinq cents piastres,
Edward Conham, cinq cents piastres,
F. Maloche, cinq cents piastres,
P. P. Duconge, cinq cents piastres,
J. Janfroid, cinq cents piastres,
C. Dubuel, cinq cents piastres,
A. Delpit & Co., cinq cents piastres,
J P Sarrazin, cinq cents piastres,
Thomas & Spear, cinq cents piastres,
J. J. Foscher, cinq cents piastres,
T. Morean, cinq cents piastres,
Brulatour & Co., cinq cents piastres,
J. G. Spor, cinq cents piastres,
J. Seguste, cinq cents piastres,
Blancand & Guibet, cinq cents piastres,
J. Jacques & Roche, cinq cents piastres,
P. Dumestail, cinq cents piastres,
E. G. Aulbert, cinq cents piastres,
T. Peignes & Laborde, cinq cents piastres,
Geo. E. Beard, cinq cents piastres,
Thomas Sebert, cinq cents piastres,
J. B. Vanhorn & Co., cinq cents piastres,
Oscar Becnel & Co., cinq cents piastres,
Hoffman, Marks & Co., cinq cents piastres,
Charles de Lassus, cinq cents piastres,
Louis Gr. dolaux, cinq cents piastres,
C. Boisconnesu, cinq cents piastres,
Sophie Beevers, cinq cents piastres,
F. A. Gonzales, cinq cents piastres,
Henry F. Bartlett, cinq cents piastres,
James Wood, cinq cents piastres,
Jos. A. Brown, cinq cents piastres,
Jos. Anderson & Co., cinq cents piastres,
Emile Dupré, cinq cents piastres,
Julien Michel, cinq cents piastres,
Joseph H. Wilson, cinq cents piastres.

ARTICLE QUATRIEME.

A l'effet de remplir le but de cette Corporation, les personnes qui ont déjà souscrit et celles qui pourront plus tard souscrire, donneront leurs billets [illegible]

ARTICLE CINQUIEME.

Tous les pouvoirs que la Compagnie tient de son acte d'incorporation seront exercés par un Conseil d'Administration, et par les officiers et commis qu'il pourra nommer. [illegible]

ARTICLE SIXIEME.

Les personnes ci-après nommées constituent le premier Conseil d'Administration, et sont par les présentes investies de tous les droits et pouvoirs spécifiés dans l'article précédent. [illegible]

Conseil d'Administration.

Charles Roman,	S. L. Millaudon,
Arthur Forstall,	Tho. C. Payne,
Domingo Fatjo,	Wm. A. Bouligny,
P. A. Peterson,	S N Moody,
E. Giquel,	Samuel M. Todd,

Théodore Bailly Blanchard.

ARTICLE SEPTIEME.

Toute personne qui effectuera et continuera d'effectuer des assurances avec la Compagnie, et toute personne qui sera détenteur en son propre nom [illegible]

ARTICLE HUITIEME.

Le Conseil d'Administration aura le pouvoir de prêter de temps à autre, une partie des profits [illegible]

ARTICLE NEUVIEME.

Un mois après l'expiration du deuxième lundi de janvier, mil huit cent soixante-neuf, et ainsi de suite [illegible]

ARTICLE DIXIEME.

[illegible]

ces spécifié dans l'article suivant, et sera toujours tenu responsable des pertes et dépenses encourues par la Compagnie.

ARTICLE ONZIEME.

Lorsque les profits nets auront dépassé par accumulation, la somme de trois cent mille dollars, l'excédant pourra être employé, d'année en année, au rachat total ou partiel des certificats de profits [illegible]

ARTICLE DOUZIEME.

[illegible]

ARTICLE TREIZIEME.

A une assemblée qui sera convoquée à cet effet, après avis préalable durant trente jours [illegible]

ARTICLE QUATORZIEME.

A l'expiration du terme de cet acte d'incorporation, ou plus tôt, ainsi qu'il est dit dans l'article 10ème, trois commissaires seront nommés par le Conseil d'Administration [illegible]

ARTICLE QUINZIEME.

Outre leur part de profits dans les affaires de la Compagnie, les souscripteurs au présent acte auront droit, pour la première année, à un intérêt spécial à raison de huit pour cent [illegible]

Fait et passé en mon étude dans la ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de Marcel T. Ducros et d'Adolphe A. Lenes, témoins compétents, domiciliés dans cette ville, et qui ont signé au dit acte, avec les parties contractantes et moi notaire.

Original signé : Lafitte, Dufilho & Co.—E. Troisgros, —T. Bailly Blanchard, jr.,—C. Cavaroc et autres.

M. T. Ducros—A. A. Lenes.

EDW. BARNETT, Notaire Public.

Copie conforme à l'original dans les archives de mon bureau.—Nlle-Orléans, 29 décembre 1867.

EDW. BARNETT, Notaire Public.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Juncanville, Cashier.

Crescent City Bank, No. 104 Canal street (up stairs)—John Pemberton, President; Charles Faurie, Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

First National Bank, No. 37 Camp street—D. B. Forbes, President; —— Vice President; Louis Mieg, Acting Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—G. W. Cochran, President; Jules Cassard, Cashier.

City Bank of New Orleans, No. 15 Commercial Place—Richard Jones, Manager.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. F. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, corner of Royal and Conti—J. A. Blanc, President pro. tem; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 120 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Creat, Cashier.

Bank of New Orleans, corner St. Charles and Union streets—Frank Williams, President; A. Duchiron, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Act. Cashier.

Smith, Norman & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, No. 58 Camp street—W. B. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—E. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Freret, Cashier.

M. Judson, cor. Camp and Common streets.

Burke & Co., No. 54 Camp street.

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll, Vice President, and —— Hall, Cashier.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES.

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. P. Janvier, Secretary.

Citizens' Mutual Insurance Company, No. 3 Carondelet street—O. Gaillard, President; H. Castarede, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harmon Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President; C. Williams, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas. H. Wheeler [illegible]; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 51 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Baque, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy, Secretary.

National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Whann, President; E. N. Ganucheau, Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street—J. Tayes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 14 Canal street—Placide Fortall, President; N. Augustin, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Vente pour opérer un partage entre les héritiers.

TROIS MAGNIFIQUES MAGASINS EN briques, à trois étages, au coin des rues Orléans et Royale ; — une agréable résidence en briques, à trois étages, avec un très grand terrain au No 293 de la rue Royale ; terrains de prix pour bâtir, dans la rue des Champs-Elysées, près le dépôt du chemin de fer Pontchartrain.

Succession de Mr. et Mme J. B. B. Vignié. No. 27,436.

PAR G. DE FERIET, Encanteur.

Bureau, No 86, rue Bienville.

MARDI, le 17 mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre les rues Canal et Douane, il sera vendu, à l'enchère publique, en vertu d'un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 25 février 1867, et porté le No 27,436 du docket de la Cour—les propriétés ci-après décrites et appartenant aux dites successions—Savoir :

TROIS TERRAINS situés dans le Deuxième District de cette ville, et désignés par les Nos 1, 2, et 3, de l'îlet compris entre les rues Royale, Orléans, Bourbon et St. Pierre.

[illegible]

DEUX TERRAINS situés dans le Troisième District, désignés par les Nos 2 et 3 de l'îlet compris entre les rues Champs-Elysées, Royale, Frenchmen et Chartres [illegible]

Le tout d'après des plans dressés, le 27 février 1867, par L. A. de Armas, arpenteur et ingénieur civil.

CONDITIONS—En billets du Trésor des Etats-Unis. [illegible]

Les actes de vente, y compris les timbres de revenu intérieur des Etats-Unis, pardevant Octave de Armas, notaire public, aux frais des acquéreurs.

Les acquéreurs devront assumer les taxes de l'année courante.

W. G. Boyne contre Sam'l Dalton, Capitaine et propriétaire du sloop —

COUR DU QUATRIEME JUGE DE PAIX—PAROISSE D'ORLEANS—No 26,183.—En vertu d'un writ de fieri facias [illegible]

Conditions—Comptant en billets du Trésor des Etats-Unis.

P. AD. FORTIER, Constable.

Postages to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Not over ½ oz.	Not over 1 oz.	Newspapers.
Africa, west coast, British mail	..	33	4
Argentine Republic, via England	..	45	4
do. via France	30	60	..
Aspinwall	..	20	..
Australia, Br. M. via Southampton	..	33	6
do via Marseilles	39	45	..
by private ship from N. Y. or Boston	..	5	2
French mail (S.A. ust's acc'mp'ry)	*30	*60	..
by Brem. or Hamburg, via Marseilles and Suez	50	102	..
Algeria, French Mail	*15	*30	2
by Brem. & Ham. mail via Trieste	..	55	..
Austria and its States, Pr. closed mail	..	*30	6
do do when prepaid	..	28	..
do by Brem. or Ham. mail	..	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail	..	..	*21
Bahamas, by direct steamer from New York	..	5	2
Belgium, French mail	*21	*42	..
closed mail via. England	..	*27	5
open mail via. London by Am. pkt.	..	21	2
do. do. by British pkt.	..	5	2
Brazil, via England	..	45	4
via. France, in Fr. m. from Bordeaux	*33	*66	..
By American Packet	..	10	2
Bremen, Prussian closed mail	..	*30	6
do. do. do. when prepaid	..	28	..
do. Bremen mail	..	*10	2
do. Hamburg mail	..	*15	3
do. French mail	*21	*42	..
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	..	*10	2
do. dist. exceed 3000 miles	..	*15	2
Buenos Ayres, via England	..	45	4
do. via France, by French mail from Bordeaux	30	60	..
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	..	45	6
do. do. Marseilles	..	53	8
Chili	..	34	6
China, Br'sh M. via Southampton	..	45	6
do. via Marseilles	..	53	8
do. by Br'n or Ham. m.	..	..	..
do. via Trieste	..	55	..
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	72	..
French mail	30	60	..
French mail to San Fran., thence by pr. ship	..	3	..
Costa Rica	..	10	2
Cuba	..	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	..	33	9
by Bremen or Hamburg Mail	..	20	3
French Mail	27	54	..
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt.	..	5	6
Prussian closed mail, via Trieste	..	66	13
(Eng. possess.) Pr. cl. m. via Trieste	..	36	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's. and Suez	40	72	..
by Brem. or Ham. m. via Trieste	..	64	..
French mail	30	60	..
Ecuador	..	34	6
France	*15	*30	2
Frankfort, French mail	*21	*42	..
Prussian closed mail	..	*30	6
do do when prepaid	..	28	..
Brem. or Ham. mail	..	*15	3
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)	..	*30	6
French mail	*21	*42	..
Bremen mail	..	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	..	*15	3
Great Britain and Ireland	..	*24	2
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	..	*10	2
Bremen mail	..	*15	3
Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
French mail	*21	*42	..
Hanover, Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	21	*42	..
Hayti, via England	..	45	4
Hong Kong, Brit. m. via Mar's	..	53	8
do via Southampton	..	45	6
by French mail	30	60	..
by Bremen or Hamburg mail	..	40	..
Prussian closed mail	..	36	10
Indian Archipelago, French mail	30	60	5
Italy, via. Bremen or Hamburg mail	..	..	..
British mail via Marseilles	30	45	6
Martinique, via England	..	45	4
Mauritius, Br. m. via Southampton	39	45	6
do. via Marseilles	39	45	8
do. French mail	30	60	..
Mexico	..	10	2
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	..	42	13
do Bremen or Hamburg mail	..	26	4
French mail	33	66	..
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	..	5	2
New Grenada, (except Aspinwall and Panama)	..	18	6
Nicaragua, Pacific Slope, via Panama	..	10	2
do Gulf Coast of	..	34	6
Panama	..	10	2
Paragua, Brit. mail, via England	..	45	4
Peru	..	22	6
Porto Rico, Brit. mail via Havana	..	18	6
Portugal, Brit. mail via England	..	38	8
Prussia, Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	*21	*42	..
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c.)	..	*37	8
by Bremen or Hamburg mail	..	29	5
French mail	..	*30	2
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c.)	..	38	10
do. Hamburg or Bremen Mail	..	35	4
do. French mail	..	33	66
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid) 40c.	..	42	11
do. do. French mail	*21	*42	..
Bremen or Hamburg mail	*30	..	4
Savoy, District	*15	*30	2
Roman States, Prussian closed m.	..	*36	..
Bremen or Hamburg	..	*27	*54
French mail	..	45	6
Singapore, Br. m. via Southampton	..	53	8
do. via Marseilles	..	..	..
French mail	..	30	60
Spain, Br. m. by American packet	..	5	2
do. do. by British pkt.	..	21	2
do. French mail	..	30	42
do. by Brem. or Ham. mail	21	42	..
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	..	18	6
do. via Havana	..	34	6
Switzerland, Prus. cl. m. (if prepaid 33c.)	..	*35	9
French mail	*21	*42	2
by Bremen mail	..	*19	3
by Hamburg mail	..	*19	3
Venezuela, British mail via Southampton	..	45	4
West Indies, British	..	10	2
not British, (except Cuba)	..	34	6

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1866 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of failing due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$1.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

JUDICIAL SALES.

Widow Mathilde Fortier v. Amélie Legras.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 20,782.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of February, 1868, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

SEVEN LOTS OF GROUND, adjoining each other, situated in this Parish, on the right bank of the Mississippi River, at about five miles below this city, designated by the numbers from One to seven, inclusive, on a plan drawn by [illegible], dated [illegible] 8th of February, 1851, and deposited in the office of Theo. Guyol, late a notary public in this city, under the No. 233, and having the following dimensions: Lot Number One measures two hundred and eighty-five feet front on the river by forty arpents in depth. Lot number Two measures two hundred and ninety-five feet front on the river by forty arpents in depth. Lots from Three to Seven, inclusive, measure each one hundred and fifty-four feet front on the river by forty arpents in depth, English measure. Together with all the buildings and improvements, circumstances and dependencies, actions and privileges on said lot of ground, excluding the upper portion of lot number One, measuring ninety feet front by forty arpents in depth, bounded on the upper side by lands belonging to the heirs of Casimir Lacoste, and on the lower side by the remaining portions of lot number One, and also, excluding any buildings, improvements on said portion of ground so excluded.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, to a sufficient amount to pay the plaintiff herein her claim now due, to-wit:

1st. The sum of two thousand nine hundred dollars, amount of the mortgage note due on said property.

2d. The sum of one hundred and seventy-four dollars, interest due on said note from date till maturity, at six per cent.

3d. Such interest, at the rate of eight per cent per annum, as will have accrued on said note of $2,900, from maturity, to wit: from the 28th day of October, 1867, until the day of adjudication.

4th. Four dollars costs of copy of act of sale.

5th. Eleven dollars and 05c. costs of Court.

For the balance of the price, the purchaser to assume the payment of—1st. The mortgage note for $2900 due August 8th, 1868, secured by mortgage on the above described property, subscribed by plaintiff's agent, J. D. Augustin, to his order, and by him endorsed as agent; said note dated 8th August, 1866, payable one year after date, bearing eight per cent. interest from and after maturity until paid, and which said note, at its maturity, was renewed for one year, and falls due, as aforesaid, on the 8th August, 1868.

2d. The mortgage note of $2900, dated October 23, 1866, subscribed by the said defendant, to her own order, and by her endorsed, payable two years after date, with eight per cent interest from date to maturity, and thereafter at eight per cent. per annum interest until paid, also secured by mortgage on said above described property, being the last installment of the original price due plaintiff and falling due on the 28th October, 1868. And the said purchaser to take the reversion of the mortgage to secure the said notes, the balance, if any, of the price of adjudication to be paid cash.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

Henry Mueller vs. Henry Nelson.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 20,722.—By virtue of a writ of seizure and sale, to me directed by the Hon. the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the Tenth day of March, 1868, at 12 o'clock m., the following described property, viz:

FIFTEEN LOTS OF GROUND, situate in the Suburb Marigny, Third District of this city, designated by the Nos. One to Fifteen, comprising the whole of the triangular piece of ground designated by the No. Seventeen, (17) bounded by Industry and Broad streets and London Avenue, and having a small lane on Agriculture street. The whole as per plan deposited in the office of E. G. Gottschalk, notary public in this city, as plan No. 32.

Being the same property which the defendant acquired by purchase from plaintiff, as per act passed before Abel Dreyfous, notary public in this city, on the 3d of November, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

August Bohn vs. Jas. A. Moran.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 24,491.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on MONDAY the Ninth day of March, 1868 at 12 o'clock, m., the following described property, viz:—

A CERTAIN LOT OF GROUND situate in the First District of this city, in the square bounded by Camp, Magazine, Calliope and Gaiennie streets, and designated by the No. Four, on a plan drawn by J. A. d'Hémécourt, surveyor, on the 19th day of January, 1867, and now deposited in the office of Felix Grima, notary public in this city, a certified sketch of which plan is annexed to an inventory and appraisement of the property belonging to the succession of John B. Riddell, taken by said Grima, notary, on the 24th December, 1866, said lot of ground measuring, in American measure, according to the said plan, twenty-five feet seven inches front on Camp street, between Calliope and Gaiennie streets, by a depth of one hundred and twenty-seven feet ten inches and six lines, between equal and parallel lines; together with the buildings and improvements thereon, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto belonging, or in any wise appertaining. Being the same property acquired by defendant by purchase from the succession of John B. Riddell, as per act passed before said notary, Felix Grima, on the 25th February, 1867.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

Widow Armide E. Vogel vs Southern Star Candle Manufacturing Company.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 19,067.—By virtue of a writ of fieri facias, to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 17th day of March, 1868 at 12 o'clock, m., the following described property, viz:—

A CERTAIN SQUARE OF GROUND, situated in the Second District of this city designated by the No. 28, bounded by Fifth, Sixth and Toulouse streets, and Carondelet Walk, and measuring 177 feet 10 inches and 6 lines front on Fifth street, 261 feet 8 inches and 3 lines front on Toulouse street, 197 feet 1 inch and 1 line front on Sixth street, and 264 feet 2 inches and 2 lines front on Carondelet Walk; together with all the buildings and improvements thereon, the rights, privileges, servitudes, ways and appurtenances thereunto belonging or in any wise appertaining.

Being the same property acquired by the defendants from Mathew Jules Solignac, as per act passed before Theodore Guyol, late Notary Public in this city, dated November 21st, 1861.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

N. Clandel vs A Libermann.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 18,069.—By virtue of a writ of seizure and sale, to me directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the 13th day of March, 1868, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:—

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, rights, ways, privileges or servitudes thereunto belonging or in any wise appertaining, situate in the First District of this city, in the square bounded by New Levee, Tchoupitoulas, Delord and South Market streets, designated by the No. Three, on a plan of Louis H. Pilié, late City Surveyor, dated the 9th December, 1850, and deposited in the office of Zenon Bouny, a notary public in this city, which said lot measures, in American measure, twenty-four feet front on the New Levee street by one hundred and five feet ten inches in depth on the line towards South Market street, twenty-two feet four inches on the other side line, and twenty-three feet two inches in width in the rear.

Being the same property which the said A. Libermann acquired by purchase from the city of New Orleans, as per act passed before said notary, Zenon Bouny, on the 12th day of February, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash being the second and last auction, the said property will be definitely adjudicated to the highest and last bidder for what it will bring, at twelve months credit, the purchaser furnishing bond, with good and solvent security, bearing eight per cent. interest per annum from date, and special mortgage on the property until final payment. Said purchaser will have to deduct and pay in cash the pretium, Sheriff's and Clerk's fees, etc., which amount to about $275; and furthermore the State, Parish and Municipal taxes the amount of which will be ascertained.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

CONSTABLE'S SALES.

FOURTH JUSTICES' COURT—PARISH OF ORLEANS.—A. Pellegrini C. Tibler, agent, vs. R. Easily—Nos. 25 163 and 25 164—By virtue of two writs of fieri facias to me directed by the Hon. Augustin Viavant, Judge of the Fourth Justice's Court, in and for the parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction, on MONDAY, the 23 day of March, 1868, at 11 o'clock, m., at No. 482 Chartres street, (late More st.) between Mandeville and Spain streets:

One lot of HOUSEHOLD FURNITURE.
One lot of OLD STOVES, and
One lot of OLD IRON.

Seized in the above suits, as per inventory on file in my office.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes.

P. AD. FORTIER, Constable.

Arthur Thompson vs. C. Goffaly, owner Lugger Sarah.

FOURTH JUSTICE'S COURT—PARISH OF ORLEANS—No. 25, 73.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Augustin Viavant, Judge of the Fourth Justice's Court, in and for the Parish of Orleans I will proceed to sell at public auction, on FRIDAY, the 28th day of February, 1868, at 12 o'clock, m.—

The lugger SARAH, of 4 tons burthen, as she now lays at the foot of Elmire street, Third District.

Seized in the above entitled suit.

Terms—Cash in U. S. Treasury notes.

P. AD. FORTIER, Constable.

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY,

39..........Carondelet Street..........39

NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount o Premiums received in the first year (for eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$413,696 49.

ASSETS

30th April, 1867..........$546,815 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES:

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Ball,
J. W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno. L. Noble,	Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington,	Sam'l E Moore,
Hugh McColl,	Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos. M. Scott,
I. Caulfield,	Joseph Bloch,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
L. H. Terry,	E. T. Buckner,
Jno. D. Blair,	H. B. Ware,

Sam'l Friedlander.

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fore and aft deck, or 2d aft deck, $200 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $125 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years, pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, one-a will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One abatement with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

All passage by this line is payable in gold.

From and after the 15th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to VICTOR PERRILLAT, Agent, No. 127 Common street.

TREATMENT

—OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SYPHILIS, GONORRHOEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GIRARDEY, Druggist, [illegible]

Choice Lumber for Carpenters, &c.

10,000 FEET of [illegible] YELLOW PINE LUMBER and FLOORING [illegible]

ALF. McDONNELL, 105 Carondelet street.

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending Nov. 30, 1867..........$[illegible]

Fire premiums	$281,432 64	
Marine	26,218 61	
River	98,673 75	
		$[illegible]
Less unterminated risks	$ 47,948 00	
Returned premiums	2,085 66	
		[illegible]
Net earned premiums		$[illegible]
Losses paid:		
Fire losses	$[illegible]	
Marine losses	[illegible]	
River losses	15,047 22	
	$[illegible]	
Re-insurance	15,080 11	
Twenty and twenty-five per cent returned in lieu of scrip	90,019 76	
Add expenses, interest, taxes, etc.	21,261 31	
		[illegible]
Net profits		$[illegible]
Net earned premiums 30th Nov., 1867		$[illegible]
Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned		176,886 30
Amount participating in profit		$[illegible]

The company have the following assets:

Bills receivable	$ 98,183 37
Premiums in course of collection	112,[illegible]
Invested in bank stocks	71,[illegible]
Loans on pledge	22,437 70
Loans on mortgage	12,[illegible]
Invested in railroad bonds	[illegible]
Invested in scrip of insurance company	[illegible]
Cash on hand	[illegible]
	$[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 30th November, 1867, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next; and have further resolved to pay six per cent. on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday in February, 1868.

TRUSTEES:

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verloin DeGruy,	J. Lemore,
John Genois,	L. Grand,
Jos. A. White,	T. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Meza,
J. A. Stouse,	F. Mathes,

A. Bidault.

Office, No. 3 Carondelet street.

Louisiana Mutual Insurance Co.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Total Premiums for the year ending 28th February, 1867..........$[illegible]

Viz—Fire Premiums	$[illegible]	
Marine Premiums	201,977 22	
River Premiums	[illegible]	
Less Return Premiums	$ 4,413 72	
Less Unearned Premiums	40,294 38	
	$ 44,707 10	
Net Earned Premiums		$[illegible]
Losses Paid:		
Fire Losses	$140,362 39	
Marine Losses	130,992 38	
River Losses	204,173 28	
	$475,517 25	
Reinsurance	[illegible]	
Expenses, Taxes, Interest, Discount, etc.	68,276 67	
Discount in lieu of Scrip	77,770 35	
		$[illegible]
Net Profits		$[illegible]

The Company have the following Assets:

Invested in Real Estate	$ 85,189 22
Invested in Mortgage on Real Estate	65,032 00
Invested in City and other Bonds	62,230 00
Invested in Bank and other Stocks	111,[illegible]
Invested in Scrip of Insurance Companies	121,727 67
Loaned on Pledges	22,150 00
Bills Receivable	34,[illegible]
Premiums in course of Collection	161,[illegible]
Cash on hand	58,[illegible]
	$[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA.

Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 13th day of March, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1867, for which certificates will be issued on and after the 1st day of July next.

Six per cent. interest on all outstanding certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1867 to the holders thereof or their legal representatives.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.
J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES:

Charles Briggs,	A. E. Montgomery,
Ant. Carriere,	Chas. Weidner,
Geo. L. Frobisher,	A. Aldige,
Simon Pitchon,	Frank Williams,
E. Bruslier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Howell,	W. J. Zinkin,
P. Anderson,	B. Pizzini,
Alfred Kearny,	Hugh McDonald,
A. Pearson,	Herbert J. Phelps,
Geo. W. Dunbar,	Wm. M. Pinckard,
E. F. Stockmeyer,	Henry H. Byrne,
Geo. W. Hynson,	John S. Walton,
Arch'd Montgomery,	J. B. Shiers,
Henry J. Vose,	George Barton,
B. Marquese,	Andrew Stewart,

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE Crescent Mutual Insurance Company.

MAY 23, 1867.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th of April, 1867:

Fire Premiums for year	$[illegible]	
Marine Premiums for year	160,[illegible]	
River Premiums for year	234,377 [illegible]	
Total		$[illegible]
Total net earned Premiums		$[illegible]
Paid Fire Losses	$[illegible]	
Marine Losses	131,[illegible]	
River Losses	257,[illegible]	
Taxes	[illegible]	
Paid Profit and Loss, Reinsurance, Discount in lieu of Scrip, Interest, General Expenses, less discount	151,921 20—[illegible]	
Net Profits		$[illegible]

The Company have the following Assets:

Bills Receivable	$[illegible]
Loans on Bond and Mortgage	32,[illegible]
Loans on Pledge of Stocks	22,[illegible]—145,[illegible]
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account	46,165 66
Real Estate	70,000 00
Cash on hand	110,[illegible]
Consolidated 6 per cent Bonds	$20,000 00
City Bonds	86,[illegible]
Bank Stocks	9,[illegible]
Vallette Dry Dock Company	173,677 17
Merchants' Exchange	12,[illegible]
N. O. Lightering and Wrecking Company	[illegible]
Due for Premiums in course of collection	79,[illegible]
Assets	$[illegible]

The Company have also—

Suspended Notes, Stocks and Bonds	$[illegible]
Forfeited Scrip Account	[illegible]
Interest uncollected	[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 22d day of May, 1867.

G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at SIX per cent in cash on all the Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of TWENTY per cent on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1867; for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.

—Trustees—

John Watt,	C. T. Buddecke,
Sam. B. Newman,	F. H. Foley,
Wm. Edwards,	A. G. Ober,
J. Norman Jackson,	A. Thomson,
P. Simms,	John Phelps,

L. P. Spyker.

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending on 31st May, 1867, including unearned premiums of the previous year:

On Fire Risks	$[illegible]	
On River Risks	290,[illegible]	
On Marine Risks	239,231 [illegible]	
Total Premiums		$1,430,479 [illegible]
Less Premiums unearned on 31st May, 1867	$224,162	
Return Premiums	29,[illegible]—250,187 2	
Net earned Premiums 31st May, 1867		$1,182,[illegible]
Losses paid during the year:		
On Fire Risks	$311,[illegible]	
On River Risks	198,715 [illegible]	
On Marine Risks	270,[illegible]	
	$779,570 [illegible]	
Taxes	22,[illegible]	
Reinsurances, expenses, profit and loss, less interest	89,302 44—[illegible]	
Net profits		$[illegible]

The Company have the following assets:

Real Estate	$[illegible]
Notes secured by mortgage	[illegible]
Notes secured by pledge	[illegible]
Cash on hand	[illegible]
Premiums in course of collection	[illegible]
City Bonds	[illegible]
Bank and Railroad Stocks	[illegible]
Bills Receivable	[illegible]
Scrips of Mutual Insurance Companies	[illegible]
Stock of Vallette Dry Dock	[illegible]
" Levee Steam Press	[illegible]
" Gas Light Company	[illegible]
" Marine Dry Dock	[illegible]
" Merchants' Exchange	[illegible]
Lightering and Wrecking Company	[illegible]
State Bonds	[illegible]
Total	$[illegible]

Unclaimed interest and interest, payable in July next, on all outstanding Scrips..........$[illegible]

Thirty per cent. curtailment on Scrip of 1859, payable in July..........[illegible]

Unearned Premiums on 31st May, 1867..........[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 6th day of June, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 6th June, 1867, it was resolved to declare a scrip dividend of twenty per cent on the net earned premiums for the year ending 31st May, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also, to pay on and after the second Monday in July next THIRTY PERCENT CURTAILMENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS:

John Pemberton, J. Mengin Hall, David McCord, P. Maspero, [illegible]

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at [illegible] or at L. DUBARD, corner Poydras and [illegible]

Summer Arrangement.

PARENTS and Young Gentlemen can make liberal arrangements, and themselves and sons be qualified, by early fall, for positions worth $1000, $2000, or $3000 per annum, if they apply at DOLBEAR COMMERCIAL COLLEGE, corner of Camp and Common streets, immediately. A Business Education is the best Book-keeping, Commercial Calculations, Commercial Law, English, French, Spanish, German, Latin, Greek, and the higher Mathematics.

RUFUS DOLBEAR, President.

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the sixth day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following to wit: No 18,999. Claire Emilie Reese ex. vs. H. V. Garidel, her husband.—It is ordered and adjudged and decreed that there be judgment in favor of plaintiff, Mrs. Claire Emilie Roussa, wife of H. V. Garidel, and against defendant, her husband aforesaid, decreeing a separation of property and dissolution of the acquests and gains heretofore existing between them: that the sum of Two Thousand Four Hundred and Twenty-five Dollars to be received by plaintiff from her mother and other sources, be decreed the individual and separate property of plaintiff, with the privileges and mortgage granted by law to secure the [illegible]

Rendered 9th January, 1868.

Signed 14th January, 1868.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on the 17th day of January, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty eight.

J. F. DICK, Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT Court of New Orleans—I hereby certify that on the 13th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 20,675—Sophie Levy, wife of Adolphe Marx, vs. Adolphe Marx, her husband—In this case the Court being of opinion that the law and evidence are in favor of plaintiff, it is adjudged and decreed that there be judgment herein for the plaintiff, Sophie Levy, and against the defendant, Adolphe Marx, her husband, decreeing a separation of property between the said parties; and that said plaintiff do recover from the said defendant the sum of [illegible] three thousand dollars, and that plaintiff be authorized to carry on and conduct business as public merchant in her own name and for her own separate account; and that defendant pay the costs of suit.

Judgment signed January 20th, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 22d day of January, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty eight and the ninety-second year of the Independence of the United States.

F. J. LAIZER, Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 18th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court, in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No 20,655.—Adele Blocke, wife of Abraham Loeb, vs. Abraham Loeb, her husband.—In this case the Court considering that the law and evidence are in favor of plaintiff—it is adjudged and decreed that the plaintiff, Adele Blocke, have judgment against the defendant, Abraham Loeb, her husband, decreeing a separation of property between the said parties, and that the plaintiff do have and recover from her said husband the sum of three thousand dollars, that the community of acquests and gains existing between them be dissolved, that said plaintiff be authorized to carry on business in her own name and for her separate account as a public merchant; and that defendant pay the costs of suit.

Judgment signed January 23d, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 24th day of January, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United states.

F. J. LAIZER, Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA.—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 9th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: Mrs. Mary Frazer, wife of Wm. C. Day, vs. Wm. C. Day, her Husband—No. 18,306.—In this case submitted to the Court for adjudication by consent of parties, on the testimony filed, the Court considering the law and the evidence to be in favor of plaintiff—It is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff, Mrs. Mary Frazer, wife of Wm. C. Day, and against the defendant, the said William C. Day, her husband; that there be a separation of property between the parties, the community of acquests and gains heretofore existing between them be dissolved; that plaintiff be and is hereby decreed the true and lawful owner of the lots Nos 22 and 23 in the square bounded by St. Charles (late Nayades), Prytania, Josephine and St. Andrew streets, in the Fourth District of this city, described in the petition; together with the dwelling house and kitchen thereon, and the household and kitchen furniture contained in said dwelling house and premises.

It is further ordered that plaintiff have the full and entire administration of her separate property, and that the receiver of the defendant the sum of three hundred and forty-six dollars, being her paraphernal property used by her husband, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and with the privilege allowed by law to women on the estates of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment rendered 9th January, 1868.

Signed, 14th January, 1868.

[Signed:] CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 28th day of January, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the independence of the United States.

A. D. BERNOUDY, Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 9th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following to-wit: Sarah J. Logan, wife of Samuel B. Logan, vs. Samuel B. Logan, her husband—No. 18,372.—In this case, submitted to the Court by consent of parties, for determination upon the testimony filed, the Court considering the law and the evidence to be in favor of plaintiff—It is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff, Mrs. Sarah J. Logan, wife of Samuel B. Logan, and against the defendant, the said Samuel B. Logan, her husband; that said parties be separated in property, the community of acquests and gains heretofore existing between them dissolved, that plaintiff be restored to the full and entire administration of her separate property and [illegible] to plaintiff's petition.

It is further ordered that plaintiff recover of the defendant the sum of eight hundred dollars, received by him from plaintiff, with legal interest from judicial demand till paid and costs of suit, and that plaintiff have the privilege granted by law to married women on the estate of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment rendered January 9th, 1868.

Judgment signed January 14th, 1868.

[Signed] CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 29th day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-eight and the ninety-second year of the Independence of the United States.

A. D. BERNOUDY, Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 16th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: Magnes, wife of James M. Seixas, vs. her husband.—No. 19,[illegible]. It is ordered, adjudged and decreed that there be judgment for defendant. Madame Julia Deslonde, wife of James M. Seixas, [illegible] that the community of acquests and gains heretofore existing between the parties be dissolved; that the household furniture and effects [illegible] be restored to the administration of plaintiff and that defendant pay all costs of suit.

Rendered 16th January, 1868.

Signed 21st January, 1868.

(Signed) PAUL E. THEARD, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 6th day of February, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight.

L. A. LANDRY, Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 7th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: Caroline Woell vs. Jacob Roth, her Husband.—No. 16,975.—This case came on this day, Mr. S. De Bullion, for plaintiff, J. F. Montaut, for defendant.

After hearing pleadings, testimony and counsel, the Court considering the law and evidence to be in favor of plaintiff—It is ordered and adjudged that judgment be rendered in favor of said plaintiff Caroline Woell, the wife of Jacob Roth, and against the defendant, her said husband, decreeing a separation of property between them, that the community of acquests and gains existing between them be dissolved, and that defendant pay costs.

Judgment rendered February 6th, 1868.

Judgment signed February 10th, 1868.

[Signed:] CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 10th day of February, in the year of our Lord One Thousand Eight Hundred and Sixty-eight, and the Ninety-Second year of the Independence of the United States.

A. D. BERNOUDY, Deputy Clerk.

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come, greeting:

Whereas, Jean Baptiste Letorey has purchased at a sale made by the Sheriff of the Parish of Orleans, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in virtue of the provisions of an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to sheriff's sales and mode of proceeding;" approved the 10th day of March, 1858.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim to said property in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements in time, or manner of sale, or for any other defect whatsoever; to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the Parish aforesaid, on the Fourteenth day of January, A. D., 1868, by virtue of two decrees of this Court, one rendered on the 9th day of March 1866, and the other on the 12th day of December, A. D. 1867, in a suit entitled, Jean Baptiste Letorey vs. succession of Felix J. Forstall, No. 24,869, of the docket of this Court, at which sale Jean Baptiste Letorey became the purchaser for the price of Eighty thousand dollars, ($80,000.)

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

1. A CERTAIN SQUARE OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, known as the Mississippi Cotton Press, and all the rights, privileges, customs, ways, servitudes and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the First District of the city of New Orleans, bounded by Tchoupitoulas Market, Religious and Rousseau streets, and measuring three hundred and nineteen feet eight inches and four lines front on each of said Tchoupitoulas and Religious streets, and two hundred and fifty-nine feet nine inches and six lines between front on each of said Market and Richard streets, agreeably to a plan drawn by James Gallier, Architect, on the 6th day of February, 1843, deposited in the office of H. B. Cenas, late a notary public in this city.

2. A CERTAIN PORTION OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, known as the Brand Cotton Press (formerly Brand Warehouse) and all the rights, privileges, customs, ways, servitudes and appurtenances thereto belonging, or in anywise appertaining, situated in the First District, in the square bounded by Market, Tchoupitoulas, Religious and St. James streets, and measuring two hundred and fifty-five feet front on Market street, by one hundred and fifty-nine feet two inches and one line front on each of Tchoupitoulas and Religious streets, agreeably to a plan drawn by James Gallier architect, on the 4th of February, 1843 and deposited in the office of said Cenas, notary, all the above being in American measure.

Being the same property the deceased acquired by purchase from plaintiff, per act passed before P. C. Cuvillier, notary public in this city, on the 1st day of November, 1866. Plans thereof were on exhibition at the Exchange some days previous to the day of sale.

Clerk's office Second District Court of New Orleans, this 18th day of February, 1868.

P. R. O'RORKE, Clerk.

Succession of Marie M. E. Montreuil, deceased wife of Laurent Millaudon.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 19,930—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have or can) why the account presented by the testamentary executors of this estate should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court. P. R. O'RORKE, Clerk.

Succession of George O'Callaghan.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 30,286.—Whereas, William Berrill has petitioned the Court for Letters of Curatorship on the vacant estate of the late George O'Callaghan, deceased, intestate: Notice is hereby given to all whom it may concern to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted. By order of the Court.

P. R. O'RORKE, Clerk.

Succession of Aristide Beaupreau.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 30,052.—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have or can) why the account presented by the curator of this estate, should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court. P. R. O'RORKE, Clerk.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Fourcher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Howell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Work, and every description of Machinery for the South.

LEEDS & CO.

Notice.

ALL parties indebted to or having claims against the estate of my deceased husband, Isaac Levy, will please present or pay the same to my brother, Ben Wolf, or to my attorneys, Messrs. Gaudet and Philips, 38 Exchange Place.

SARAH LEVY, Testamentary Executrix.

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs. per bushel	
Corn shelled	56 "	"
" in ear	70 "	"
Oats	32 "	"
Rye	56 "	"
Buckwheat	52 "	"
Barley	48 "	"
Malt	34 "	"
Beans	60 "	"
Cow Peas	60 "	"
Irish Potatoes	60 "	"
Onions	54 "	"

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIBET, Proprietors.

Office, No. 73 Chartres street.

RATES OF ADVERTISING.

Squares.	1 month	2 months	3 months	6 months	1 year
One	$12	$22	$30	$50	$75
Two	22	38	50	90	125
Three	32	50	70	116	170
Four	38	57	85	140	225
Five	46	66	100	170	275
Six	54	80	110	200	325
Seven	60	105	120	230	375
Eight	65	125	130	250	425
Nine	70	125	150	260	470
Ten	75	135	180	280	540
Eleven	80	145	190	300	580
Twelve	85	155	210	360	620
Thirteen	90	165	220	400	660
Fourteen	95	175	230	420	700
Fifteen	100	185	240	460	760
Thirty	175	250	480	780	1300

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,890 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,082 34	
Premiums on River Risks	107,330 23	
Premiums on Fire Risks	172,337 43	
		$321,890 00
Less Return Premiums	1,589 90	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,851 80	
		41,450 90
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,139 10
Losses paid during same period:		
On Marine Risks	25,980 74	
On River Risks	109,826 94	
On Fire Risks	30,297 46	
	166,065 14	
Re-Insurances	12,947 3	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	38,708 31	
		$ 217,740 78
Remaining		62,398 32
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,391 22
Reserved for Unadjusted Losses		5,007 10

The Company have the following assets:

347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		347,000 00
35 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		35,000 00
36 Bonds State of Louisiana of $500 each		18,000 00
64 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		64,000 00
80 U. S. 5-20 Bonds of — $500 each		40,000 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
690 shares Bank of New Orleans —$50 each, valued at $30	34,000 00	
650 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	32,500 00	
345 shares Canal Bank—$50 each, valued at $60	32,250 00	
500 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50	25,000 00	
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
00 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,500 00	
		$127,125 00
Cash on hand		51,693 50
Real Estate No. 79 Camp street		60,000 00
Loans on Pledges		62,415 00
Bills Receivable	12,745 30	
Less Bad and Doubtful	6,544 14	
		6,201 16
Outstanding accounts in course of Collection	70,056 62	
Less Bad and Doubtful	10,211 65	
		59,844 97
Scrips of other Insurance Companies		2,444 00
Total Assets		$872,724 62

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next; and they have further

Resolved, That in view of the depreciation of the Assets of the Company, the Scrip Issues of the year 1858, 1859, 1860 and 1861, be and the same are hereby called in (in accordance with the requirements of the Charter) for a Reduction of Twenty-five Per Cent on each issue; and that the same Scrip shall be surrendered for reduction on payment of the annual interest, as declared by a resolution of this Board adopted this day.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

E. K. Converse,	B. F. Ezell,
Robert Hare,	Jos. H. Isenhour,
Jos. Hoy,	J. H. Ludwigsen,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers,	W. M. Perkins.

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland, prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance.	"10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Molucca and Philipine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce—double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, viz: Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Panama, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply; and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weight, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.* Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg; and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

ROUTES OF TRANSMISSION, &C.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction, "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in the French Mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed, "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed, "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed, "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent "via France;" otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool, by United States packet, and the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	..
Buckwheat	..
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	..
" Meal	..
Hair, plastering	..
Lime, unslacked	..
Malt, barley	34
Malt, Rye	32
Oats	30
Onions	56